

Convention collective

IDCC : 8532. – **ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX
(BRETAGNE)**

(13 juin 1991)

(Etendue par arrêté du 16 décembre 1991,
Journal officiel du 31 décembre 1991)

AVENANT N° 33 DU 20 NOVEMBRE 2007

NOR : *AGRS0897041M*

IDCC : 8532

Entre :

Les entrepreneurs des territoires, fédération Bretagne ;

Le syndicat des prestataires de services avicoles ;

Le syndicat départemental des entrepreneurs de travaux agricoles et ruraux
des Côtes-d'Armor,

D'une part, et

L'union régionale FGA-CFDT ;

L'union régionale CFTC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation
des tabacs et des activités annexes (FGTA) FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A la suite du 2^e alinéa de l'article 26 de la convention collective, il est
ajouté un alinéa rédigé comme suit :

« – une pension complémentaire à celle versée par la mutualité sociale
agricole en cas d'invalidité de catégorie 1, 2 ou 3 ou d'incapacité per-
manente professionnelle pour un taux égal ou supérieur à 1/3. »

Article 2

A l'article 26 de la convention collective, le point II intitulé « Garantie
décès » devient le point III et conserve par ailleurs le même intitulé. De
même, le point III intitulé « Dispositions communes » devient le point IV
avec un intitulé identique.

A ce même article, après le point I intitulé « Garantie incapacité de travail », il est créé un point II rédigé comme suit :

« II. – Garantie incapacité permanente (invalidité)

En cas d'attribution d'une rente accident de travail au taux d'incapacité au moins égal à 1/3, ou d'une pension d'invalidité des assurances sociales agricoles de catégorie 1, 2 ou 3, Agri Prévoyance verse aux salariés non cadres une pension mensuelle complémentaire égale à 20 % de son salaire brut, et ce jusqu'à son départ à la retraite.

Le salaire brut pris en compte correspond au 1/12 des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail.

Les prestations sont revalorisées selon les mêmes modalités que les prestations légales.

S'agissant des pensions d'invalidité en cours de service auprès d'un organisme assureur autre que celui désigné au IV (2), les revalorisations postérieures à la date d'effet du présent régime sont prises en charge par l'organisme désigné au IV (2) dans la mesure où elles ne le sont pas par l'organisme antérieurement désigné. »

Article 3

Le point IV (1) de l'article 26 de la convention collective intitulé « Cotisations » est modifié et rédigé comme suit :

« 1. Cotisations

Le régime de prévoyance (garantie incapacité de travail, garantie incapacité permanente et garantie décès) est financé par une cotisation égale à 1,72 % des rémunérations brutes versées à tous les salariés non cadres et ainsi répartie :

	TAUX	PART PATRONALE	PART OUVRIÈRE
Incapacité temporaire	0,88 %	0,44 %	0,44 %
Incapacité permanente	0,28 %	0,14 %	0,14 %
Décès	0,40 %	0,24 %	0,16 %
Assurance des charges sociales patronales	0,16 %	0,16 %	–
Total	1,72 %	0,98 %	0,74 %

Les cotisations dues pour le financement de la garantie légale résultant de l'article 7 de l'accord national interprofessionnel du 10 décembre 1977 ainsi que les cotisations pour le financement des prestations complémentaires en cas d'accident de travail ou de maladie professionnelle sont financées par une cotisation à la charge exclusive de l'employeur. Elles correspondent au taux de 0,44 % de la garantie incapacité temporaire. »

Article 4

Au dernier alinéa du point IV (2) de l'article 26 de la convention collective, les mots « incapacité permanente » sont rajoutés dans les parenthèses du 3^e paragraphe.

Article 5

Le point IV (4) de l'article 26 de la convention collective intitulé « Effets de la dénonciation ou du changement d'organisme assureur » est modifié et rédigé comme suit :

« En cas de dénonciation de la convention collective ou en cas de changement d'organisme assureur :

- les prestations d'incapacité temporaire et permanente ainsi que la rente éducation de la garantie décès en cours de service sont maintenues à leur niveau atteint au jour de la résiliation par l'organisme assureur désigné au III (2) ;
- il appartiendra aux parties signataires, conformément à l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, d'organiser avec le nouvel assureur la poursuite de la revalorisation des prestations incapacité et invalidité au moins sur la base de l'évolution du point de retraite ARRCO ;
- la garantie décès est également maintenue pour les bénéficiaires de prestations d'incapacité temporaire et permanente. »

Article 6

Sous réserve de leur extension, les dispositions du présent avenant entreront en vigueur le 1^{er} juillet 2008 pour une durée indéterminée.

Article 7

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant et s'engagent à le déposer auprès du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles d'Ille-et-Vilaine.

Fait à Loudéac, le 20 novembre 2007.

(Suivent les signatures.)